

Conseil national du PCF du 14 janvier 2017.
Interventions de Denis Durand, Jean Marc Durand, Didier Le Reste
Note de Christian Picquet

Denis Durand
Conseil national du PCF du 14 janvier 2017

En découvrant la présence de candidats de Jean-Luc Mélenchon contre les nôtres aux élections législatives, beaucoup de communistes, quel qu'ait été leur choix sur la candidature présidentielle, éprouvent colère et déception, avec le sentiment d'être entraînés dans un processus qu'ils ne maîtrisent pas. Il faut donc des éclaircissements sur les prochaines étapes, c'est nécessaire pour que le Parti soit en état de mener la bataille des législatives et de faire élire des députés communistes et du Front de gauche.

Avoir des élus communistes, un Parti communiste n'est pas un but en soi ; pour faire face aux assauts du patronat, des multinationales, des marchés financiers et des politiciens à leur service, les luttes des travailleurs et de notre peuple ont besoin d'une force qui montre qu'une autre civilisation est possible, qu'on peut agir dès aujourd'hui pour remettre en cause radicalement le capitalisme, sa façon de produire les richesses et de faire croître la productivité, sa façon d'organiser les pouvoirs dans l'entreprise, dans la société, dans la famille, dans la culture...

Dans le débat jeudi soir pour la primaire socialiste, les journalistes ont demandé aux candidats favorables à l'abrogation de la loi El Khomri ce qu'ils voulaient mettre à la place. Je pense que c'est une question que les gens se posent car les idées et les aspirations qui se sont exprimées dans le mouvement du printemps dernier contenaient beaucoup plus que la seule demande de maintien du code du travail dans son état existant. Il y avait toute la colère accumulée depuis le début du quinquennat et qui n'avait pas réussi à s'exprimer contre la réforme des retraites, contre l'ANI, contre la loi Macron ou contre la loi Rebsamen. Il y avait les aspirations de toute une génération à se libérer de la pression que fait peser la précarité des emplois sur la vie au travail et sur la vie hors du travail. Il y avait l'aspiration à une tout autre société et des interrogations parfois profondes sur les moyens de la construire. Par exemple, il est significatif à mes yeux que l'un des ateliers les plus actifs des « nuits debout » ait eu pour thème « création monétaire et démocratie ».

De ce mouvement qui a mobilisé des millions de nos concitoyens pendant six mois, aucun candidat n'est porteur dans la campagne présidentielle aujourd'hui.

Une campagne autonome comme celle que nous annonçons vouloir mener pour les élections législatives peut combler ce manque. Nous disposons en effet d'une proposition pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation qui ne se contente pas d'abroger la loi El Khomri. Elle prévoit aussi les moyens d'engager tout de suite la construction d'une société où les restructurations économiques ne conduiraient jamais à des licenciements parce que les salariés et leurs représentants, avec l'appui des élus locaux et des administrations économiques, auraient le pouvoir de faire prévaloir des solutions industrielles alternatives et de les faire financer par les banques ; parce que chacun aurait la maîtrise de sa vie professionnelle grâce à une alternance entre périodes de formation et période d'exercice d'un métier choisi, sans jamais passer par la case « chômage ». Nous sommes, propositions de financement à l'appui, au cœur du débat de l'élection présidentielle et de la confrontation avec les autres idées en circulation – « flexisécurité », « revenu universel » de Benoît Hamon et d'autres, « capital emploi-formation » de la fondation Montaigne et du patronat, qui fait référence à Bernard Supiot, etc.

C'est pourquoi, dans le prolongement de la proposition d'abrogation de la loi El Khomri au Sénat avant-hier, j'appelle à faire du dépôt de cette proposition de loi, annoncé par Pierre Laurent et qui aura lieu le 17 janvier, un événement politique qui contribuera à donner de la substance à notre campagne autonome, à fournir un terrain offensif à nos candidats dans toutes les circonscriptions, à faire ressortir l'apport que peuvent constituer nos propositions en comparaison de la faiblesse des autres propositions qui s'expriment à gauche.

Et comme une des forces de nos propositions est de reposer sur une cohérence entre objectifs sociaux, moyens financiers de les réaliser et conquête des pouvoirs nécessaires à la mobilisation de ces moyens, j'appelle également à inscrire dans notre campagne un événement politique majeur autour de notre proposition de mise en place d'un pôle financier public incluant la nationalisation des banques privées.

Pour les mêmes raisons, j'appelle à une forte utilisation de notre proposition d'un fonds européen pour le développement des services publics, dont les élus communistes commencent à se servir concrètement sur le terrain du financement des collectivités territoriales, dans le cadre de nos initiatives sur l'Europe dans la campagne.

Jean Marc Durand

Conseil National PCF 14 Janvier 2016

46 milliards de dividendes distribués par les entreprises du CAC 40, notre système de santé au bord de l'explosion face à une épidémie de grippe. Ces deux informations suffisent à caractériser la situation actuelle. Elles traduisent le niveau de contradiction atteint aujourd'hui par l'opposition capital/travail.

Cette exacerbation des antagonismes de classes souligne au plus profond l'importance de l'apport communiste dans la période. Un apport qui doit nous permettre en priorité d'obtenir un groupe PCF/Front de gauche à l'assemblée nationale en juin prochain. D'où l'importance décisive de disposer de nos candidats-es dans les 556 circonscriptions métropolitaines pour le 28 janvier et d'entrer en campagne le plus rapidement avec eux.

C'est pourquoi, il ne s'agit pas à nouveau d'envoyer à 2 jours d'intervalles des messages contradictoires dans les médias quand à notre attitude face à la FI. Ne laissons pas le piège se refermer. Ne laissons pas les camarades sur le terrain face à des choix impossibles du type mener campagne autonome ou négocier les candidatures aux législatives avec la FI. Très vite il n'y aurait plus de campagne autonome et cela n'éviterait pas à nos sortants d'avoir en face d'eux des candidats FI. D'autant plus que Mélenchon attend son résultat du premier tour pour faire part de ses exigences. Nous devons mener la bataille politique avec nos candidats partout pour éviter de nous effacer encore plus que ce qui passe aujourd'hui dans le débat présidentiel. A l'instar des questions et des craintes exprimées lors de la réunion des secrétaires départementaux, les interrogations montent quand au devenir du Pcf, de son unité, quant à l'existence d'un scénario alternatif de recomposition politique qui serait à l'œuvre. Tout cela risque de stériliser de plus en plus l'entrée en campagne des communistes.

L'exigence de candidatures communistes aux législatives ne vise pas un quelconque repli identitaire mais s'appuie sur la nécessité de porter dans la campagne des législatives, articulée à celle de la présidentielle, des propositions cohérentes, de transformation radicale sur des contenus. Des propositions qui montrent qu'on peut faire autrement, qu'on a les moyens de construire une alternative crédible face aux choix capitalistes qu'incarnent les projets du FN, de la droite dure et des sociaux libéraux.

Par exemple le défaut apparu dans la cuirasse de Fillon dont l'entrée en campagne a buté sur la protection sociale et les moyens du service public nous fournit une occasion rêvée de mettre en avant l'importance de notre réforme du financement de la protection sociale et de notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation, au lieu de la fusion I.R/CSG ou du revenu universel. Deux mesures qui visent en fait à contourner l'essentielle remise en cause du capital financier. Car il est bien joli de louer les vertus de la sécurité sociale mais comment ignorer que son originalité fondatrice repose sur son financement et sa gestion, ce qui en fait un projet communiste. Revenir sur un de ces 2 fondements, c'est finalement trahir la portée révolutionnaire de la sécu.

Alors que nous avons toujours différée une vraie pédagogie de nos solutions, alors que nous n'avons jamais animé de campagne nationale sur nos propositions précises, notamment à l'appui des luttes jusqu'à accréditer l'idée que nous en serions dépourvus, la campagne des législatives doit

nous en donner l'occasion. Sinon, comment justifier l'élection de candidats-es communistes ? Répéter qu'il nous faut des députés de gauche sera largement insuffisant sauf à faire élire des candidats FI, du PS ou à favoriser l'abstention.

S'en tenir à cela n'aurait pas grand chose à voir avec une ambition communiste de notre temps, et c'est ce qui nous a conduit depuis bientôt trente ans à nous rabattre, au nom prétendu du rassemblement, sur le "plus petit dénominateur commun" en laissant, finalement, le soin aux "partenaires" d'en définir les contours. Cela est devenu caricatural avec Mélenchon.

Pour l'heure, être visibles et repérables dans ces élections, donner perspective et espoir à notre peuple et travailler les conditions de notre existence future, passent par la mise en route de notre campagne autonome et des législatives avec nos candidats. Et nous pouvons partir de la bataille pour l'emploi en lien avec l'action de nos parlementaires au Sénat proposant une loi d'abrogation de la loi Travail et avec le dépôt, à l'Assemblée Nationale le 17 janvier, d'un projet de loi pour une sécurité d'emploi ou de formation. Nous créerons ainsi les conditions du meilleur rapport de force dans le pays et à gauche, le plus sûr moyen de nous assurer un groupe à l'Assemblée Nationale et de préparer le terrain des durs combats à venir.

Didier Le Reste

Conseil National du PCF du 14 janvier 2017

Je sais par expérience qu'il n'y a pas d'expert en météo sociale, il n'y en a pas plus en météo politique à fortiori qu'aujourd'hui beaucoup d'électeurs de gauche, y compris ceux qui votent PCF, sans parler de militants, sont dans l'expectative.

Je suis bien entendu pour dépasser un certain nombre de crispations mais on ne peut pas balayer d'un revers de main le doute qui s'est emparé de certains de nos élus et autres militants, sur notre stratégie.

Nos efforts pour rassembler la gauche anti-austérité s'avèrent toujours vains dans nombre de cas, en témoigne le fait que la France Insoumise présente ses candidat-es y compris en face des nôtres, là même où les communistes ont appelé ouvertement à soutenir Mélenchon.

C'est leur façon de renvoyer l'ascenseur !!

Pour le 10^{ème} arrondissement de Paris où je suis élu, la section PCF a réuni les forces de gauche en dehors du PS pour tenter de se rassembler autour d'une candidature commune pour les législatives. Cette initiative qui s'inscrit dans ce que demande le Parti n'a pas été couronné de succès, mais doit-on être surpris au regard des stratégies diverses et variées que nous constatons depuis de longs mois !?

Sur la demande faite aux élus de donner leur parrainage pour JLM, même en considérant que cela peut découler du vote des communistes, je m'interroge sur le fait que cela se réalise sans accord politique.

Je dis bien accord politique au sens stratégique du terme et non un accord de « marchands de tapis » !

De plus, on nous dit qu'il n'y aura pas d'accord possible avant le 1^{er} tour de la Présidentielle, donc j'en déduis que donner son parrainage dans ces conditions s'assimile à un ralliement en rase campagne avec armes et bagages. Pour moi c'est inacceptable !

Les militants voire des dirigeants du PCF qui ont depuis des semaines investis la campagne de la France Insoumise posent, de mon point de vue, le cadre de la recomposition politique après les échéances de 2017. C'est un choix qui peut être lourd de conséquences pour l'avenir du PCF et qui se heurte aux appels au rassemblement des communistes que lance Pierre Laurent !

Bien évidemment, il s'agit de raisonner politiquement au sens plein du terme, en poussant l'analyse sur l'état de la France, l'état de la Gauche, les dangers que portent certaines candidatures pour définir notre stratégie, notre positionnement.

Je pense que de ce point de vue, le contenu des programmes et autres projets qui fondent des choix de société est également important.

Sans hiérarchiser les désaccords de fond que nous avons avec le programme de la France Insoumise porté par Jean-Luc Mélenchon, je me vois mal, au regard de ce que j'ai défendu dans mon parcours syndical, faire campagne pour un candidat qui propose de fusionner l'impôt sur le Revenu avec la CSG. C'est là le début de la fiscalisation de la Sécurité Sociale qui va faire tomber dans l'imposition des milliers de personnes à faibles revenus.

Oui au rassemblement, c'est l'ADN de notre parti mais pas à n'importe quel prix !

Tirons les enseignements de la séquence Front de gauche où nous regrettons aujourd'hui de ne pas avoir suffisamment affronté, dit des choses sur les différences dans les approches, dans les stratégies, nous contentant de mettre « la poussière sous le tapis » de peur de diviser, de porter les responsabilités de l'éclatement du Front de Gauche !

Maintenant ça suffit, cette politique de l'effacement !

Je suis comme des camarades qui se sont déjà exprimés, il faut élever le ton, être plus audible, respecter les autres mais se faire respecter aussi et surtout !

Dans ce contexte, nous avons intérêt à mettre en place la campagne autonome du PCF que nous avons décidée au risque que nos propositions soient dénaturées, diluées dans une campagne hétéroclite, incohérente.

C'est pourquoi, je suis d'accord pour mener une campagne articulant l'enjeu de la présidentielle et celui des législatives en portant nos propositions alternatives, notre vision de la société afin de donner à voir qu'une véritable politique de gauche peut ouvrir des perspectives de progrès social et permettre à notre pays de relever les défis qui lui sont lancés.

En procédant ainsi, nous ferons la démonstration que nous sommes nous, pour un réel rassemblement à gauche pour transformer la société, pour gagner au-delà des manœuvres et gesticulation de certains.

Note de blog de Christian Picquet « Voeux pour conjurer un désastre »

La gauche, entre anéantissement et reconstruction
Par Christian Picquet le jeudi 12 janvier 2017.

Résumons la situation au seuil de ce mois de janvier. L'année passée aura vu l'agonie du hollandisme gouvernant. Une agonie qui aura ouvert un véritable boulevard à une droite réorganisée autour de ses fondamentaux les plus revanchards et réactionnaires qui se puissent imaginer, comme à une extrême droite à laquelle personne ne semble plus vouloir contester la prétention à représenter « le peuple ». 2017 aura, dans ce contexte, pour enjeu de savoir si la marche à la débâcle pourra être stoppée et s'il demeurera, en France, une gauche en état d'incarner encore une solution de pouvoir pour les années à venir.

C'est un peu comme si, à une dizaine d'années de distance, se confirmait, dans ce pays focalisant depuis toujours les grandes tendances à l'œuvre sur le Vieux Continent, l'intuition de Fausto Bertinotti, lointaine figure de Rifondazione Comunista en Italie, estimant que la gauche européenne se trouvait devant le défi le plus difficile de son histoire, celui « *de sa propre survie* » (in *Alternativa per il socialismo*, août 2007).

Notre présidentielle, et le scrutin législatif qui lui succédera, vont en effet se dérouler à un moment charnière. Pour la France, l'Europe et la planète entière. Un moment où la transnationalisation du capital et les processus de financiarisation effrénés de l'économie mondiale auront un peu partout débouché sur des catastrophes : des tendances récessives et déflationnistes ; la menace, désormais permanente, d'éclatement de nouvelles crises spéculatives ; de famineux reculs sociaux, avec l'aggravation des politiques austéritaires et le démantèlement des protections collectives du monde du travail ; la pérennité d'un chômage de masse et l'extension incessante de la précarité pour les classes populaires ; la perte vertigineuse de substance de la démocratie, principalement engendrée par le transfert de la réalité des pouvoirs vers des institutions opaques soustraites à tout contrôle

public, et l'affaîssement consécutif de la souveraineté des citoyens ; des situations de chaos, conjuguées à un enchaînement de turbulences paroxystiques à l'échelon de diverses nations ; une montée des tensions internationales sans équivalent depuis la Guerre froide...

Un moment aussi où, sur fond de révolte des peuples contre ce qu'on leur fait subir, le cycle du social-libéralisme, qui avait dominé les gauches d'un continent à l'autre sur deux ou trois décennies, se sera révélé une totale faillite : toutes les formations ayant fait le choix du renoncement face à la globalisation capitaliste ne seront parvenues qu'à tourner le dos à leurs bases travailleuses et à obscurcir, auprès de millions d'hommes et de femmes, l'horizon d'une perspective transformatrice. Monsieur Martin Schulz, ancien président du Parlement européen et adversaire probable de la chancelière Merkel aux élections générales allemandes, se doit ainsi de reconnaître la menace mortelle pesant sur sa famille de pensée : « *La social-démocratie est en péril (...). La justice et la démocratie sont radicalement remises en question : la justice par l'évolution économique objective, et la démocratie par les dégâts collatéraux qui résultent de ces déséquilibres. On s'en prend aux piliers fondamentaux du mouvement social-démocrate. (...) Ça ne va pas, ça pousse les gens sur les barricades, et à juste titre* » (*Le Monde* du 6 janvier 2017). Pathétique, venant de l'un des principaux artisans de la conversion d'un large pan de la gauche continentale aux dogmes de la compétition à outrance, du libre-échangeisme sans rivage, de la « réforme » des marchés du travail, de « l'esprit d'entreprise »...

De toute évidence, l'Europe est devenue la plaque sensible de ce changement complet de configuration. Avec, tout d'abord, l'effondrement de la conception qui aura présidé, dès le départ, à la construction d'une Union européenne agissant pour le seul compte des marchés et des banques, visant à la généralisation du dumping social ou fiscal et de la flexibilité du travail, bafouant la volonté des populations, et s'alignant sur le leadership impérial des États-Unis. Avec, également, ces crises politiques systémiques qui auront successivement frappé l'Autriche, l'Espagne, la Belgique, l'Italie ou encore la Grande-Bretagne et la France, guettant maintenant jusqu'à l'Allemagne. Avec, enfin, les reflux concomitants de la social-démocratie, dont les dirigeants se seront au fil du temps mués en hérauts « progressistes » de la contre-révolution libérale : ce Pasok entraîné dans une quasi-disparition de la scène politique grecque ; ce Parti socialiste autrichien (l'un des fleurons de la II^e Internationale) guetté par la marginalité avec ses 11% recueillis lors de la dernière élection présidentielle ; ce Labour britannique et ce SPD allemand enlisés dans une panne de projet ne les autorisant même plus à disputer le pouvoir aux conservateurs ; cette défaite cuisante de Monsieur Renzi et de son Parti démocrate au référendum italien du début décembre ; sans parler de cette piteuse renonciation de François Hollande à solliciter des Français le renouvellement de son mandat...

Cependant, alors que la *doxa* néolibérale aura fini par rencontrer ses limites, et que les stratégies de ceux qui la croyaient indépassable se seront révélées un fiasco lamentable, le problème vient du fait que n'apparaît nulle part à gauche d'alternative crédible, c'est-à-dire à même de conquérir l'adhésion d'une majorité de citoyens. À moins que, lorsqu'une telle relève aura surgi et cherché à retrouver le chemin des travailleurs, comme cela aura été le cas en Grèce avec Syriza, on ait tout fait pour l'abattre ou, à tout le moins, pour lui interdire de mettre en application son programme. Aussi, l'espace laissé vacant s'avère-t-il maintenant occupé, de Vienne à Rome, de Bruxelles à Londres, et jusqu'à Berlin, par des aventuriers de la pire espèce, des droites recourant sans vergogne à la plus détestable des démagogies identitaires, voire des extrêmes droites fascisantes. Ce qui aura ouvert, à chaud, un débat dans l'ensemble des gauches européennes, voyant celles-ci se polariser entre ceux qui veulent aller au bout de la conversion au nouveau capitalisme, et qui veulent pour cela rompre définitivement avec l'idée de compromis social ayant historiquement fondé la spécificité de la social-démocratie, et ceux qui s'orientent vers une recomposition cherchant à sortir de l'atonie gestionnaire pour retrouver un enracinement populaire.

C'est, pour dépeindre l'enjeu auquel nous sommes confrontés, une course de vitesse qui se trouve partout engagée. Entre l'aggravation des dévastations déjà initiées au fil des années, ou carrément les solutions du pire dont les peuples feront dramatiquement les frais quoiqu'elles prétendent répondre à leurs attentes, et la reconstruction de perspectives capables de faire renaître l'espoir du

changement politique et social. Le défi se révèle tel que l'on ne saurait se satisfaire de raisonnements routiniers, de postures de témoignage, d'envolées tribunitiennes aussi plaisantes soient-elles à l'oreille, de démarches résumées à l'occupation du seul espace de la radicalité. C'est à la définition d'une visée dont l'ambition apparaisse clairement majoritaire au plus grand nombre qu'il convient de s'atteler. Et cela suppose de chercher à rassembler le plus largement possible.

POUR RECRÉER UNE DYNAMIQUE, SE PORTER AU CŒUR DE LA GAUCHE

S'agissant particulièrement de la France, et parce que ce qu'il s'y déroulera dans quelque cent jours aura valeur de test sur l'ensemble de notre continent, il importe de parler sans détour. On peut, bien sûr, se féliciter du dynamisme de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, considérer qu'elle porte avec brio l'exigence de rupture avec des logiques marchandes et financières promettant le plus sombre avenir au salariat et à la jeunesse, espérer qu'elle bouleversera les rapports de force politiques si elle parvient à devancer le candidat désigné par le Parti socialiste. On se doit tout autant, si l'on prétend du moins être utile à celles et ceux au nom desquels on agit, de faire preuve de lucidité.

Il ne suffira pas d'égaliser, voire d'améliorer, le score du Front de gauche en avril 2012, ni d'arriver en tête de la gauche en réunissant de 10% à 15% des suffrages exprimés pour accéder au second tour de l'élection présidentielle, y battre la droite, conjurer le danger que représente le Front national, envoyer par la suite à l'Assemblée nationale un nombre suffisant de députés pour s'opposer aux projets destructeurs de l'adversaire.

Il faut, pour recréer une dynamique et reconstruire une majorité politique dans le pays, travailler à réunir les forces vives de la gauche. Ces forces vives qui, dans toutes les enquêtes d'opinion, disent vouloir rester fidèles à leurs valeurs. Qui, plus précisément, dans un sondage Ifop réalisé à l'occasion de la dernière Fête de *L'Humanité*, affirmaient à 78% que la gauche pouvait agir sans se renier lorsqu'elle accède aux affaires, ou qui, à 60%, considéraient qu'une meilleure redistribution des richesses constituait le premier objectif à atteindre.

C'est à ces hommes et ces femmes, qui donnèrent voici cinq ans la victoire à François Hollande pour se débarrasser de Nicolas Sarkozy, qu'il convient de s'adresser. Sans croire qu'on les ralliera par la seule force de persuasion de sondages flatteurs, dont chacun connaît pourtant le caractère aléatoire, surtout à plusieurs mois du verdict des urnes... Sans leur demander de renoncer à leurs sympathies originelles, qu'elles soient socialistes, écologistes ou autres... Sans chercher à ignorer ou, pire, à nier la persistance, en dépit de la calamiteuse action menée depuis cinq ans au sommet de l'État, du clivage entre une droite qui ne rêve que d'infliger la plus dure des punitions à notre peuple, et une gauche en laquelle des millions d'hommes et de femmes continuent à chercher une réponse à leurs besoins de justice et d'égalité...

Il serait, pour cette raison, terriblement illusoire d'imaginer que ce peuple de gauche, qui s'obstine à se reconnaître sous cet intitulé bien que l'on ne cesse de lui répéter que la ligne de fracture gauche-droite est devenue obsolète, pourrait aujourd'hui se regrouper naturellement derrière une candidature qui ne s'identifierait pas à une volonté de dialogue. Dialogue, cela va sans dire, avec celles des composantes de notre camp qui manifestent l'intention de tourner la page d'un quinquennat ayant sacrifié tous ses engagements pour conduire les orientations souhaitées par le grand patronat et la Commission de Bruxelles. Jean-Luc Mélenchon qui, après le vote des communistes, dispose dorénavant du soutien de l'ensemble des composantes de ce qui fut le Front de gauche, devrait en tirer toutes les implications et, s'il veut rendre à la gauche sa capacité de gouverner sans bafouer ses mandants, repositionner sa campagne.

Foin de considérations diplomatiques ! Je ne peux me retrouver en phase avec le candidat de la « France insoumise » lorsque, répondant aux questions du *Monde* du 6 janvier, il traite avec une ironie frisant le mépris ce grand nombre de sympathisants socialistes qui veulent, d'un même mouvement, sortir des affres de la gestion gouvernementale des cinq années écoulées et retrouver, face à la droite et au Front national, le chemin de l'unité à gauche. Il leur dit : « *Jusqu'à présent, l'ultime justification du candidat socialiste, c'était d'être en tête dans les sondages. Il se présentait alors comme le "vote utile". Actuellement, le PS est en troisième position derrière Monsieur*

Macron et moi-même. Dans ces conditions, sans projet et sans avantage électoral, à quoi bon un candidat du PS ? » Il est cependant fort imprudent de fonder sa stratégie sur les sondages (Jean-Luc Mélenchon le sait mieux que d'autres, lui qui était donné à 17% ou 18% des intentions de vote quelques jours avant le premier tour de la présidentielle de 2012 et qui aura fini à 11%, performance à l'époque appréciée de tous). Surtout, la morgue, insupportable lorsqu'elle tombe des lèvres de hauts hiérarques du PS pétris de prétentions hégémoniques, n'est pas plus acceptable dans la bouche de celui qui s'imagine à présent une grande destinée.

UNE « PRIMAIRE » DONT L'ENJEU DÉPASSE LE PARTI SOCIALISTE

Cela m'amène, évidemment, à la « primaire » des 22 et 29 janvier prochains. Elle ne sera organisée que par la « Belle Alliance populaire », autrement dit par les seuls partis soutenant encore l'exécutif. Les formations extérieures à ce cadre, tels le Mouvement républicain et citoyen, le Mouvement des progressistes ou Nouvelle Donne, en auront été écartées. Le Parti communiste, quant à lui, avait un temps suggéré qu'il soit préalablement discuté d'un socle programmatique commun. Si cette option avait été retenue, la votation citoyenne aurait pu être organisée à partir d'une base politique suffisamment convergente sur le fond, et chacune des forces s'y trouvant impliquée aurait pu s'engager à soutenir celui ou celle que les électeurs auraient majoritairement désigné. Voulant que la « primaire » devienne seulement un exercice de légitimation d'une nouvelle candidature de François Hollande, la direction du Parti socialiste aura délibérément fait échouer cette proposition. Las ! Le forfait du président sortant aura finalement réduit à néant le scénario imaginé rue de Solferino.

Que la gauche soit à présent divisée sur ce rendez-vous, que les écologistes autant que les composantes du Front de gauche n'aient pu s'y retrouver compte tenu des conditions où il aura été organisé, n'atténue néanmoins pas son importance. Tout un pan de notre camp, dont nul ne peut encore apprécier l'importance, s'y retrouvera et suivra avec intérêt ses débats préparatoires. Il n'est, à cet égard, pas anodin que, selon une enquête Ifop réalisé pour *Atlantico* le 27 décembre dernier, 42% des sondés affirment s'intéresser « beaucoup ou assez » à cette consultation (à titre de comparaison, ils n'étaient que 34%, en septembre 2016, à répondre à l'identique à propos de la « primaire » de la droite), et que cette appréciation concerne 80% des sympathisants du PS, mais aussi 59% de ceux du Front de gauche et 43% de ceux d'Europe écologie. Au total, ce ne sont donc pas moins de 65% des électeurs de gauche qui partagent une appréciation positive de l'événement.

Au demeurant, il ne peut échapper à personne que ce sont des approches clairement antagonistes qui se confrontent dans ce scrutin. On me dit parfois que les prétendants socialistes ont tous été ministres du même président de la République. C'est incontestable. À ceci près que deux d'entre eux, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, ont quitté le gouvernement sur un désaccord publiquement exprimé avec la politique d'austérité. Qu'un troisième, Vincent Peillon en l'occurrence, semble surtout s'être mis sur les rangs pour atténuer la charge accusatoire pesant sur les résultats du clan aux affaires depuis 2012, et pour réhabiliter insidieusement la ligne de renoncement devant les impératifs capitalistes.

Et que le dernier, Manuel Valls, quoiqu'il se veuille toute honte bue le chantre du rassemblement de la gauche et de l'abrogation de l'article 49-3 de la Constitution, ne pourra guère faire oublier en deux semaines ce qu'il aura été trois années durant. Un Premier ministre qui aura décrété la gauche irrémédiablement fracturée et appelé à recomposer au centre la vie politique, pourfendu les « rigidités » supposées du droit du travail, exalté les cadeaux fiscaux au patronat, justifié au nom de la « modernité » le travail dominical, dénoncé les protections des chômeurs ou des intermittentes du spectacle, refusé l'amnistie aux syndicalistes condamnés pour avoir défendu les salariés, recouru aux procédures arbitraires à sa disposition pour museler sa majorité parlementaire, justifié la répression meurtrière d'une mobilisation écologiste dans le Tarn, repris à son compte une rhétorique nauséabonde à l'encontre des Roms ou des migrants, achevé son parcours ministériel avec la déchéance de nationalité ou la loi travail.

Les différences entre les candidats ne sont, par conséquent, nullement anecdotiques, dès lors que les uns se situent dans le prolongement de ce quinquennat agonisant, et que les autres mènent

campagne en faveur d'une autre politique. Libre à chacun, bien sûr, d'énumérer à l'infini les désaccords que soulèvent tel ou tel point des programmes d'Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon. J'y reviendrai, pour ma part, dans une prochaine note. Il n'en reste pas moins que le résultat des votes aux deux tours de la « primaire » mesurera un rapport de force et pèsera sur le devenir de la gauche tout entière.

En fonction de celui dont le nom sortira des urnes, pourra être reposée la question cruciale de l'unité à gauche au service du progrès social, d'une nouvelle donne écologique et du renouvellement démocratique, ou sera, au contraire, aggravée une division de nature à miner les ripostes aux provocations néolibérales et à la montée en puissance de l'extrême droite. C'est, très probablement, ce qui conduira de très nombreux électeurs et électrices à se rendre aux isolements à la fin du mois. Quelles que soient leurs affinités partisans, et même s'ils se sentent plutôt éloignés du Parti socialiste.

MENER LE DÉBAT SUR LA SORTIE DE LA CRISE FRANÇAISE

C'est, encore une fois, la raison pour laquelle je regrette si profondément que Jean-Luc Mélenchon n'ait pas voulu engager le débat avec les candidats de la « primaire » qui s'y montraient disposés. Car, même pour celles et ceux que ne se trouvent pas directement impliqués dans cette bataille électorale, celle-ci présente l'opportunité de rouvrir une vaste réflexion sur les voies et moyens d'une sortie de la crise française.

À examiner précisément ce qu'avancent les socialistes de gauche, les sept axes mis en avant par le PCF, ou encore les propositions du postulant d'EELV à cette présidentielle, ressort une série de grandes questions à partir desquelles pourrait s'initier un nouveau rassemblement de la gauche. Ces questions sont aisément identifiables.

Comment disputer le pouvoir à la finance, échapper à la toute-puissance des banques, engager l'action pour redistribuer les richesses, en finir avec une austérité mortifère, affronter les défis du capitalisme numérique et d'une crise écologique menaçant l'avenir de la planète, mettre enfin l'économie au service du bien commun ?

Quelles avancées sociales doivent être au cœur d'une offre politique mobilisatrice, s'inscrivant dans la lignée des conquêtes du Front populaire ou de la Libération, afin de viser la restauration du plein emploi, sécuriser les parcours professionnels et les temps de formation des salariés, faire du travail un vecteur d'émancipation et non plus d'aliénation ?

Par quels chemins deviendra-t-il possible de soustraire à la cupidité des actionnaires les secteurs qui sont le fleuron de notre économie, concentrant un savoir-faire remarquable de leurs salariés et de leurs cadres, et d'initier une relocalisation des entreprises sur l'ensemble de l'Hexagone, tout en inscrivant un nouveau projet industriel au cœur d'un modèle de développement écologiquement soutenable ?

Par quels processus lutter contre les « fractures françaises », promouvoir une réelle égalité des territoires, redéployer les services publics et élargir leur champ d'action, replacer l'école au centre de l'effort public, afin d'assurer à tous et à toutes une place dans la République ?

Bref, autour de quel pacte pour le redressement national, le progrès social, la relance de la machine économique et l'émancipation des grandes féodalités financières, peut-on faire converger, comme en son temps le programme du Conseil national de la Résistance, les secteurs ayant un intérêt commun à échapper aux ravages du néolibéralisme : le salariat, les catégories populaires, les classes moyennes, les dirigeants de petites et moyennes entreprises étranglés par le système bancaire, le monde agricole en voie de paupérisation, la jeunesse en formation et celle qui se trouve déjà dans le monde du travail à moins qu'elle ne soit enfermée dans le précaire ?

De quelle manière, aussi, refonder notre construction républicaine, en finir avec la monarchie présidentielle, redonner le pouvoir aux Assemblées et en revenir à un mode de scrutin assurant la juste représentation de tous les courants d'opinion, réhabiliter la souveraineté du peuple et relever la citoyenneté, lutter contre les phénomènes d'exclusion sociale et ethnique, refaire de la laïcité le ciment de notre vivre-ensemble, prendre à bras-le-corps le défi du terrorisme sans jamais renoncer à défendre et étendre les libertés publiques ?

Par quels objectifs, de court et moyen terme, permettre à la gauche de réinvestir le terrain de la construction européenne, afin de briser le cercle infernal de l'impuissance ressentie par le plus grand nombre devant le mécanisme fou du libéralisme généralisé et du libre-échange intégral, en articulant une série d'exigences concrètes destinées à réorienter les politiques mises en œuvre à cette échelle, avec la défense des bases d'un nouveau traité, fondateur d'une union de nations souveraines et de peuples solidaires ?

Peut-on redonner à la France un cap, ce qui implique qu'elle retrouve une place conforme à son histoire dans l'arène internationale, en la plaçant à l'avant-garde des combats complémentaires pour la paix, pour des solutions de justice aux crises déstabilisant des régions névralgiques, pour la protection des peuples face aux destructions de la globalisation, pour un nouvel universalisme supposant notamment une ONU redéfinie dans ses missions et ses moyens, pour un développement solidaire et équilibré entre les différentes zones de la planète ?

Pour le dire brièvement, nous entrons dans une séquence, très courte en ce qu'elle s'achèvera dans les jours qui suivront le second tour de la « primaire », où il apparaît possible de renouer les fils du débat que le hollandisme rendait impossible à gauche. Non une confrontation académique, à l'occasion de laquelle chacun s'efforcerait de faire valoir ses particularités, mais une discussion loyale destinée à vérifier si peuvent s'esquisser les contours d'une plate-forme de salut public susceptible de réunifier notre camp face aux dangers mortels dont il se voit menacé. Arnaud Montebourg vient de dire que, sortant vainqueur le 29 janvier, il proposerait à Jean-Luc Mélenchon et à Yannick Jadot de travailler à un programme commun. Ne pas saisir cette main tendue, ce serait prendre sa part à un cataclysme annoncé...